



BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE  
EUROSYSTEME

## Communiqué de presse

1er juillet 2021

# Un rapport conjoint BCE/CERS montre les impacts inégaux du changement climatique pour le secteur financier de l'UE

- Les vulnérabilités en matière de stabilité financière résultant du changement climatique sont concentrées sur certaines régions, certains secteurs et certaines entreprises, avec une évolution des risques subordonnée à une transition efficace et rapide vers une économie à faible émission de carbone
- Une cartographie granulaire des expositions reliant les aléas climatiques au risque financier révèle une vulnérabilité aux inondations dans l'ensemble des pays, amplifiée par le risque d'incendie, de canicule et de sécheresse dans certaines régions
- Le risque de transition résultant d'une revalorisation sur les marchés financiers a un impact transsectoriel et varie au sein des secteurs en raison de différences en termes d'efficacité des émissions
- Les analyses de scénarios à long terme suggèrent que la mise en œuvre rapide et ordonnée de politiques macroéconomiques visant à atténuer les risques liés au climat peut réduire les risques pour la stabilité financière, notamment dans les secteurs qui sont les plus gros émetteurs de gaz à effet de serre

La Banque centrale européenne (BCE) et le Comité européen du risque systémique (CERS) ont publié ce jour un [rapport](#) conjoint qui examine de plus près la manière dont un ensemble élargi de facteurs de changement climatique impacte des millions d'entreprises à l'échelle mondiale et des milliers de sociétés financières dans l'Union européenne (UE). Il décrit les risques potentiels pour la stabilité financière et contribue à développer la base d'analyse pour des mesures plus ciblées et plus efficaces des autorités.

Le rapport traite des écarts de mesure et, en s'appuyant sur des travaux antérieurs dans ce domaine, établit une topologie détaillée des risques physique et de transition résultant du changement

### **Banque centrale européenne**

Direction générale Communication, Division Relations avec les médias  
Sonnemannstrasse 20, 60314 Frankfurt am Main, Allemagne  
Tél. : +49 69 1344 7455, courriel : [media@ecb.europa.eu](mailto:media@ecb.europa.eu), site Internet : [www.ecb.europa.eu](http://www.ecb.europa.eu)

Reproduction autorisée en citant la source.  
Traduction : Banque de France.

climatique dans les différentes régions, secteurs et entreprises. Il applique également une analyse de scénario avec des horizons de risque financier à long terme afin d'évaluer les pertes financières potentielles résultant de la rapidité et de l'efficacité des politiques climatiques et des technologies.

« Ces résultats soulignent l'urgente nécessité d'entamer la transition économique et d'élaborer des politiques climatiques, non seulement pour atteindre les objectifs de l'accord de Paris, mais aussi pour limiter les perturbations à long terme sur nos économies, nos entreprises et nos existences », a déclaré Christine Lagarde, présidente de la BCE et du CERS.

La cartographie granulaire des expositions financières aux facteurs de changement climatique présentée dans le rapport révèle trois formes de concentration des risques. Premièrement, les expositions aux aléas climatiques physiques sont concentrées au niveau régional. L'analyse montre, par exemple, que les inondations constitueront le facteur de risque climatique généralisé le plus significatif sur le plan économique au sein de l'UE au cours des deux prochaines décennies, amplifié par une grande vulnérabilité aux incendies, à la canicule et à la sécheresse dans certaines régions. Environ 30 % des expositions du secteur bancaire de la zone euro vis-à-vis des sociétés non financières concernent des entreprises qui sont soumises à une combinaison d'aléas physiques de ce type.

Deuxièmement, les expositions aux entreprises fortement émettrices sont concentrées non seulement sur l'ensemble des secteurs économiques mais également au sein des secteurs. Les expositions aux entreprises fortement émettrices représentent 14 % de l'ensemble des bilans du secteur bancaire de la zone euro. Si elles sont principalement concentrées sur l'industrie manufacturière, l'électricité, les transports et la construction, elles varient aussi considérablement au sein des secteurs – ce qui suggère la possibilité d'une revalorisation sur les marchés financiers au fur et à mesure de la réduction des intensités très variables des émissions.

Troisièmement, les expositions aux facteurs de risque climatique sont concentrées sur des intermédiaires financiers européens spécifiques. Environ 70 % des expositions du système bancaire aux entreprises soumises à un risque physique élevé ou croissant au cours des prochaines décennies sont concentrées sur les portefeuilles de 25 banques seulement. Dans le même temps, la possibilité d'une revalorisation sur les marchés financiers associée au risque de transition sera particulièrement importante pour les fonds d'investissement, dont plus de 55 % des investissements sont orientés vers des entreprises fortement émettrices et dont l'alignement estimé sur la taxonomie européenne ne concerne que 1 % des actifs. Si les actifs sensibles au climat détenus directement par les assureurs sont sans doute gérables, les risques pourraient néanmoins être amplifiés par les participations croisées, de l'ordre de 30 %, des fonds d'investissement.

**Banque centrale européenne**

Direction générale Communication, Division Relations avec les médias  
Sonnemannstrasse 20, 60314 Frankfurt am Main, Allemagne

Tél. : +49 69 1344 7455, courriel : [media@ecb.europa.eu](mailto:media@ecb.europa.eu), site Internet : [www.ecb.europa.eu](http://www.ecb.europa.eu)

L'analyse de scénario à long terme pour les banques, assureurs et fonds d'investissement de l'UE suggère que le risque de crédit et de marché pourrait augmenter sous l'effet d'une incapacité à lutter de manière efficace contre le réchauffement climatique. Dans le scénario prévu de modélisation des évolutions susceptibles d'intervenir en cas de transition climatique insuffisamment ordonnée, les pertes liées au risque physique – en particulier pour les entreprises fortement émettrices – deviendraient prépondérantes dans 15 ans environ. Cela pourrait entraîner un recul du PIB mondial à hauteur de 20 % d'ici la fin du siècle, si la réduction des émissions s'avérait insuffisante ou inefficace.

Alors que les travaux se poursuivent pour une mesure et une modélisation plus précises du risque climatique, les progrès décrits dans ce rapport devraient fournir des informations précieuses pour éclairer le débat sur le climat qui va s'élargissant, dans le secteur public comme dans le secteur privé.

**Pour toute demande d'information, les médias peuvent s'adresser à [Eva Taylor](#),  
au : +49 69 1344 7162.**

**Banque centrale européenne**

Direction générale Communication, Division Relations avec les médias

Sonnemannstrasse 20, 60314 Frankfurt am Main, Allemagne

Tél. : +49 69 1344 7455, courriel : [media@ecb.europa.eu](mailto:media@ecb.europa.eu), site Internet : [www.ecb.europa.eu](http://www.ecb.europa.eu)

Reproduction autorisée en citant la source.

Traduction : Banque de France.